



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET DU HAUT-RHIN

Préfecture
Direction des relations avec les collectivités locales
Bureau des enquêtes publiques et
installations classées
n° 749

ARRÊTÉ

du **11 OCT. 2018** portant
**prescriptions complémentaires à la société SURFINSER, route de Guebwiller à
PULVERSHEIM en référence aux titres VIII du Livre I et I^{er} du Livre V du code de
l'environnement**

LE PRÉFET DU HAUT-RHIN
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU** la Directive 200/60/DCE du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau et la Directive fille 2006/118/CE du 12 décembre 2006 modifiée sur la protection des eaux souterraines contre la pollution et la détérioration ;
- VU** le code de l'environnement, livre V, titre 1^{er} relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et livre I, titre VIII relatif aux procédures administratives, et notamment l'article R. 181-45 ;
- VU** le code des relations entre le public et l'administration et notamment son article L121-1 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 30 novembre 2015 approuvant le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux Rhin-Meuse ;
- VU** le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux III-Nappe-Rhin, approuvé le 1^{er} juin 2015 ;
- VU** les actes administratifs délivrés antérieurement :
- l'arrêté préfectoral n° 971157 du 19 juin 1997 autorisant la société Surfinser, dont le siège social est sis Route de Guebwiller à Pulversheim, à poursuivre et étendre ses activités de traitement de surfaces à cette même adresse,
 - l'arrêté préfectoral n°2007-213-3 du 1^{er} août 2007 portant, au titre du titre I^{er} du Livre V du code de l'environnement, prescriptions complémentaires relatives à la surveillance des eaux souterraines à la société Surfinser à Pulversheim ;

- VU** la demande d'allègement des contrôles piézométriques formulée par courriel du 20 avril 2018 par l'exploitant et le rapport « Surfinser – Contrôle de la qualité des eaux souterraines au droit du site de Pulversheim – Evolution de la pollution de 2005 à 2017 » du 13 avril 2018 de la société LPI, joint à la demande ;
- VU** le rapport du 8 août 2018 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées ;
- VU** l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques en date du 6 septembre 2018 ;
- CONSIDÉRANT** que la surveillance de la qualité des eaux souterraines prescrite par l'arrêté préfectoral du 1^{er} août 2007 susvisé avait pour but de vérifier la stabilisation du panache de pollution au chrome issu des sols souillés par l'activité de traitement de surfaces de la société Surfinser ;
- CONSIDÉRANT** que le rapport joint à la demande d'allègement susvisée met en évidence que le panache de pollution observé en 2007 s'est stabilisé et présente depuis une tendance à la résorption ;
- CONSIDÉRANT** que les variations des concentrations observées au cours des dernières années et la tendance à la résorption du panache ne justifient plus une fréquence bimestrielle de surveillance et que cette fréquence peut donc être allégée, en fonction des concentrations observées au cours des dernières années sur les différents piézomètres ;
- APRÈS** communication au demandeur du projet d'arrêté statuant sur sa demande ;
- SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 – Champ d'application

La société SURFINSER dont le siège social est situé route de Guebwiller – BP 16 à Pulversheim (68840) est tenue de respecter les prescriptions édictées aux articles 2 et suivants pour l'exploitation de ses installations situées à la même adresse.

ARTICLE 2 – Modification des actes administratifs antérieurs

Les prescriptions suivantes sont modifiées, supprimées ou complétées par le présent arrêté :

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Références des articles dont les prescriptions sont supprimées ou modifiées	Nature des modifications (suppression, modification, ajout de prescriptions) Références des articles correspondants du présent arrêté
Arrêté préfectoral n° 2007-213-3 du 1 ^{er} août 2007	Article 3	Remplacé par l'article 3

ARTICLE 3 – Surveillance de la qualité des eaux souterraines

Les dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral n°2007-213-3 du 1^{er} août 2007 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

« ARTICLE 3.1 – PROGRAMME DE SURVEILLANCE

Le réseau de surveillance se compose des ouvrages suivants :

N°BSS de l'ouvrage	Localisation par rapport au site (amont ou aval)	Aquifère capté (superficiel ou profond), masse d'eau	Profondeur de l'ouvrage
PZ1 : 04131X0472/PZ1	Sur site	FRCG001 – Pliocène de Haguenau et nappe d'Alsace	16 m
PZ2 : 04131X0570/PZ2	Aval latéral		15,6 m
PZ3 : 04131X0571/PZ3	Aval proche		16 m
PZ4bis : 04131X0589/PZ4bis	Aval éloigné		31,5 m
PZ5 : 05131X0584/PZ5	Aval éloigné		30,5 m
PZMDPA : 04131X0476/1031	Aval éloigné		34,8 m

La localisation des ouvrages est précisée sur le plan joint en annexe. Le plan est actualisé à chaque création de nouveaux ouvrages de surveillance.

Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur. Les seuils de détection retenus pour les analyses doivent permettre de comparer les résultats aux valeurs de référence en vigueur (normes de potabilité, valeurs-seuil de qualité fixées par le SDAGE,...).

L'exploitant fait analyser les paramètres suivants, avec les fréquences associées :

N°BSS de l'ouvrage	Fréquence des analyses	Paramètres	
		Nom	Code SANDRE
04131X0472/PZ1	Semestrielle	Chrome total	1389
04131X0570/PZ2		Chrome hexavalent	1371
04131X0571/PZ3			
04131X0589/PZ4bis	Annuelle hautes eaux	Chrome total	1389
05131X0584/PZ5		Chrome hexavalent	1371
04131X0476/1031			

Le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance est relevé à chaque campagne de prélèvement. L'exploitant joint alors aux résultats d'analyse un tableau des niveaux relevés (exprimés en mètres NGF), ainsi qu'une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec une localisation des piézomètres. Les têtes d'ouvrages sont systématiquement nivelées.

Article 3.2 – COMMUNICATION DES RESULTATS

Les résultats de l'auto surveillance, sauf impossibilité technique, sont transmis par l'exploitant par le biais du site de Gestion Informatisée des Données d'Auto surveillance Fréquentes (GIDAF).

Si une anomalie est constatée, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées et en suggère les causes possibles, ainsi que les mesures prévues ou mises en œuvre pour y remédier.

En cas de détérioration de la qualité des eaux souterraines, l'exploitant, en accord avec l'inspection des installations classées, prend toutes dispositions pour que la surveillance des eaux souterraines soit renforcée. Ces dispositions peuvent se traduire par :

- un raccourcissement du délai entre les prélèvements,
- un renforcement du programme d'analyse prévu,
- une augmentation du nombre de point de prélèvement.

Article 3.3 – BILAN QUADRIENNAL

Tous les quatre ans, l'exploitant adresse au préfet un bilan de la surveillance dans lequel il commente l'évolution des résultats d'analyses et dans lequel il peut éventuellement faire des propositions pour modifier le programme de surveillance. »

Article 4 – FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 5 – SANCTIONS

En cas de manquement aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application des dispositions du chapitre I du titre VII du livre I du code de l'environnement.

Article 6 – DIFFUSION

Une copie du présent arrêté est transmise à la mairie de Pulversheim pour y être consultée. Cet arrêté est affiché à ladite mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est adressé par le maire de Pulversheim à mes services (Bureau des enquêtes publiques et installations classées).

Cet arrêté est affiché en permanence et de façon visible dans l'installation, par l'exploitant.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Haut-Rhin pendant une durée minimale d'un mois.

Article 7 - TRANSMISSION À L'EXPLOITANT

Copie du présent arrêté est transmise à l'exploitant qui doit l'avoir en sa possession et la présenter à toute réquisition.

Article 8 - EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin, le maire de Pulversheim et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à la société SURFINSER à Pulversheim.

Fait à Colmar, le **11 OCT. 2018**

Le Préfet
Pour le préfet et par délégation
le secrétaire général



Christophe MARX

Délais et voie de recours

(article R. 181-50 du Code de l'environnement).

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif
Strasbourg :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :
 - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
 - b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

RESEAU DE SURVEILLANCE
DE LA QUALITE DE L'EAU SOUTERRAINE
AU DROIT DU SITE ETUDIE
SURFINSER A PULVERSHEIM.

Figure 1:



